

Trade and Health - Une feuille de route pour l'engagement des PHA

Problèmes clés à résoudre

Au cours des trois dernières décennies, les pays à revenu élevé dominants, travaillant en étroite collaboration avec les plus grandes sociétés transnationales, ont mis en place un réseau d'accords de "commerce et d'investissement" qui ont été acceptés ou imposés par les pays en développement.

Ce sont des accords effet *d'intégration économique*, va bien au-delà de la libéralisation du commerce des marchandises, d'inclure la libéralisation du « commerce » dans les services, une protection extrême pour la « propriété » (IP) intellectuelle, l'harmonisation réglementaire et de nouvelles dispositions pour protéger les sociétés transnationales de la réglementation des gouvernements hôtes. Les exceptions notables en ce qui concerne cette "libéralisation" sont le mouvement de la main-d'œuvre (qui est brutalement réprimé) et la protection continue de l'agriculture des pays riches et des monopoles de la propriété intellectuelle. Les accords commerciaux comprennent généralement de puissantes dispositions d'application fondées sur des décisions non transparentes et la légitimation de sanctions commerciales bilatérales (qui confèrent par nature plus de pouvoirs aux nations plus puissantes).

Le régime ainsi mis en place a eu de lourdes conséquences sur l'accès à des soins de santé décentes et sur les conditions sociales qui conditionnent la santé des personnes. Les conséquences générales sont l'élargissement des inégalités, au sein des pays et entre eux, et l'affaiblissement des capacités des gouvernements en matière de réglementation, de développement des infrastructures et de fourniture de services. Des conséquences plus spécifiques concernent l'accès aux médicaments, la souveraineté alimentaire, les opportunités d'emploi, les conditions de travail et la dégradation de l'environnement, y compris le réchauffement de la planète.

Presque tous les pays représentés à cette Assemblée ont conclu ou négocient des accords régionaux ou bilatéraux en matière de commerce et d'investissement, généralement régis par les États-Unis ou l'Union européenne, et visant à promouvoir les intérêts des sociétés transnationales.

Le Partenariat économique global régional (RCEP), qui implique de nombreux pays représentés à cette Assemblée et est sur le point d'être finalisé, **comprend une série de dispositions qui pourraient nuire à la santé des personnes. Une action immédiate est nécessaire pour empêcher d'être conclu ou, si elle est conclue, pour empêcher d'entrer en vigueur** (voir ci-dessous).

Plus généralement, il est urgent de baisser les dispositions préjudiciables à la santé contenues dans les accords commerciaux en vigueur, y compris le **règlement des différends entre un État et un investisseur** et les dispositions extrêmes en matière de **protection de la propriété intellectuelle**.

Les dispositions de propriété intellectuelle des accords commerciaux et le système de développement axé sur le profit et la fourniture de médicaments, de diagnostic et de soins ont eu un impact dévastateur sur l'accès aux médicaments et aux soins de santé en général. La politique des médicaments, qui englobe la recherche et le développement, la réglementation, la production nationale, la tarification et la fourniture, l'utilisation rationnelle et le marketing éthique, a été profondément façonnée par les accords commerciaux.

Les prix élevés associés à une protection extrême de la propriété intellectuelle témoignent de l'importance de la production nationale. Le transfert de technologie Sud-Sud joue un rôle important

dans le renforcement des capacités de production locale de génériques ainsi que dans la recherche et l'innovation.

Au cours des dernières décennies, les sociétés pharmaceutiques transnationales ont cherché à amalgamer la réglementation des médicaments de qualité inférieure et falsifié (qui implique le droit statutaire) avec les revendications de propriété intellectuelle (jusqu'à là régis par le droit privé) en vue d'exploiter la puissance de l'État (par des médicaments) pour lutter contre les atteintes présumées aux droits de propriété intellectuelle. Cette poussée a été particulièrement puissante en Afrique. En mai 2018 les ministres africains de la santé ont annoncé la création d'une agence africaine du médicament (AMA) qui supervisera l'approbation de la commercialisation et d'autres aspects de la réglementation des médicaments à travers le continent. Les sociétés pharmaceutiques transnationales ont été étroitement associées à cette initiative, en vue d'exploiter davantage le travail des responsables de la réglementation des médicaments pour protéger leurs droits de propriété intellectuelle. La création d'une Agence africaine des médicaments comporte des risques énormes en matière d'accès aux médicaments, ainsi que des avantages potentiels d'une réglementation plus globale et plus responsable en matière d'approvisionnement, de commercialisation et d'utilisation des produits pharmaceutiques. Il existe un risque supplémentaire que les initiatives d'harmonisation dans les nouveaux accords commerciaux (y compris les normes de fabrication de plus en plus rigoureuses) ne contribuent pas à créer d'autres obstacles à la production et à l'accès locaux. **Une action urgente est nécessaire pour faire en sorte que l'AMA proposée ne soit pas capturée par l'industrie pharmaceutique transnationale.**

La faim et l'appauvrissement des petits agriculteurs sont des menaces majeures pour la santé découlant du néolibéralisme en général et diverses dispositions des accords de commerce et d'investissement contribuent à ces menaces, notamment l'Accord sur l'agriculture. Les dispositions relatives aux brevets sur les semences (en faisant référence à l'Union internationale pour la protection des nouvelles variétés de plantes (UPOV) dans de tels accords) privilégient l'agroalimentaire et peuvent détruire les moyens de subsistance des petits agriculteurs. **Le besoin d'agir sur les accords commerciaux restera un élément important de la campagne du MPS sur la faim, l'alimentation et la souveraineté alimentaire.**

Le spectre du réchauffement planétaire menace toutes les menaces pour la santé découlant des accords de commerce et d'investissement. Les dispositions de l'ISDS peuvent empêcher les pays de prendre des mesures contre le changement climatique si celles-ci affectent les attentes de bénéfices des sociétés étrangères, telles que les entreprises de combustibles fossiles. Les possibilités de transfert de technologie vers les pays en développement pour les aider à atténuer et à s'adapter sont considérablement restreintes par les dispositions extrêmes en matière de propriété intellectuelle contenues dans ces accords. À notre connaissance, aucun accord conclu jusqu'à présent ne mentionne le changement climatique à titre d'«exception» permettant de suspendre d'autres obligations découlant d'accords de commerce et d'investissement. **Le MPS inclura une action sur les accords commerciaux en tant qu'élément de notre campagne contre le changement climatique.**

En bref sur la causalité de ces problèmes

À certains égards, le réseau d'accords commerciaux qui régissent désormais l'économie mondiale reflètent les exigences spécifiques des industries particulières, largement basé dans les pays riches, y compris les produits pharmaceutiques, l'agriculture, les loisirs, les mines et la finance.

Cependant, plus généralement, le régime disciplinaire mis en place fait partie d'un ensemble de politiques («néolibéralisme») conçues pour gérer la crise contemporaine du capitalisme mondialisé

dans l'intérêt de la classe capitaliste transnationale (y compris les dirigeants et les principaux actionnaires des sociétés transnationales).

Il s'agit d'une crise de surproduction : la capacité accrue de produire plus de produits en utilisant moins de travailleurs contribue à une demande stagnante qui compromet la rentabilité des entreprises. Il est également une crise de suraccumulation en raison du profit qui coule de plus en plus au secteur financier, plutôt que dans l'investissement réel. Cela a conduit à la croissance obscène des banques, des fonds d'investissement et de la spéculation . À mesure que les salaires et les recettes fiscales diminuent, la consommation des ménages et les dépenses publiques dépendent de plus en plus des emprunts . De même, les grandes entreprises empruntent énormément soutenir les prises de contrôle qui réduisent l'emploi mais accroissent le pouvoir de marché.

La crise du capitalisme mondialisé et le régime néolibéral mis en place pour le gérer ont des effets dévastateurs sur les familles et les communautés du monde entier, notamment: appauvrissement des soins de santé, manque d'accès aux soins de santé , manque d'investissement dans les soins de santé , etc. Les services publics de base tels que l' eau potable et l' assainissement, le chômage et l' exploitation hyper- des travailleurs, la faim et les pathologies axées sur but lucratif. Les conflits, les déplacements et la recherche d'un refuge sont des conséquences inévitables. Ces pressions portent avec une force particulière sur i peuples n digenous, sur les femmes et sur d' autres groupes vulnérables.

Objectifs généraux de l'intervention du MPS dans ce domaine

Face à cette attaque, les objectifs de MPS doivent inclure:

- mettre un terme à la négociation d'accords de commerce et d'investissement destinés à élargir et renforcer le régime néolibéral et à mettre fin aux accords existants qui renforcent ce régime;
- œuvrer en faveur d'un nouvel ordre économique international intégrant une discrimination positive en faveur des pays en développement et s'articulant autour d'une civilisation durable sur le plan écologique, fondée sur une vie saine plutôt que sur le profit des entreprises;
- réformer le règlement sur les médicaments en veillant à ce qu'il repose sur la souveraineté nationale et vise à garantir la qualité, la sécurité, le caractère abordable et une utilisation rationnelle efficace.

Engagements d'action

Nous, les participants à cette quatrième Assemblée de la santé populaire, nous nous engageons à appliquer les stratégies et actions suivantes pour atteindre ces objectifs.

Véritable coopération autonomisant les gens (RCEP)

Nous nous engageons à une n campagne immédiate dirigée à l' arrêt de la conclusion de l'accord de RCEP (Ruthless sociétés enchâssement Puissance) , y compris un signe sur lettre adressée aux gouvernements actuellement engagés dans les négociations RCEP (voir pièce jointe) avec une brève politique explicative et le cadre de la campagne pour Réseaux de MPS et réseaux plus larges de la société civile progressiste. (Les personnes et les organisations souhaitant souscrire à cette lettre sont invitées à visiter <https://goo.gl/forms/MnNQzSx7LijV26FU2> à se connecter.)

Nous, délégués des pays du RCEP, nous engageons à mener une campagne active autour de cette demande dans les semaines et les mois à venir.

Maintenir Big Pharma hors de la réglementation des médicaments

PHM, et en particulier les délégués africains à cette Assemblée, note la proposition de création d'une agence africaine du médicament et nous mettons en évidence les risques très réels de cette agence adoptant les politiques réglementaires qui sont promues par Big Pharma et qui sont dirigés vers le déploiement de médicaments prévus par la loi règlement à la police des réclamations de propriété intellectuelle .

Nous nous engageons à poursuivre la consultation autour de la préparation d'un document de politique générale sur les risques et les possibilités de médicaments à l'échelle continentale réglementation. Cela inclura du matériel pour les politiciens, les bureaucrates et la société civile. Il exposera les principes à inclure dans le traité proposé et les lois nationales correspondantes , ainsi que les principes à ne pas inclure.

Nous nous engageons à poursuivre les consultations autour des campagnes nationales et continentales pour veiller à ce que ces principes soient pris en compte lors de la finalisation du traité et de la législation nationale qui en résulte .

Refuser et annuler les accords néolibéraux de commerce et d'investissement

Les accords néolibéraux contemporains en matière de commerce et d'investissement comprennent un large éventail de dispositions dans de nombreux chapitres qui nuisent à la santé de nombreuses manières différentes. La disposition relative à l'application de la protection des investisseurs par le biais de l'ISDS est l'un des affronts les plus flagrants à la souveraineté nationale inclus dans ces accords. De même, l'inclusion de dispositions relatives à la propriété intellectuelle dans le paquet de l'OMC et dans les accords ultérieurs a été un désastre pour l'accès aux médicaments et pour un cadre d'innovation approprié.

Il est néanmoins ne suffit pas de s'opposer uniquement aux dispositions de l'ISDS et la protection de la propriété intellectuelle extrême car cela laisserait intacte une série d'autres dispositions qui constituent des menaces comparables (y compris par exemple, l'impact de l'Accord sur l'agriculture sur les petits agriculteurs et les réductions tarifaires ,découlant de la libéralisation du commerce des biens, qui a une incidence sur les recettes publiques).

Nous nous engageons à faire campagne contre les nouveaux accords commerciaux néolibéraux et d'investissement, et pour la résiliation des accords existants. Nous nous engageons à convoquer un groupe ad hoc pour planifier cette campagne, notamment en élaborant du matériel d'information approprié et un cadre de campagne .

Traité de l'ONU pour réglementer les sociétés transnationales

Nous notons la discussion en cours au sujet d'un traité réglementant les sociétés transnationales , connu sous le nom d'instrument juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises du secteur des droits de l'homme . Nous considérons cela comme une étape cruciale vers un nouvel ordre économique international.

Nous nous engageons à faire campagne pour une version forte de ce traité qui prime sur les traités de commerce et d'investissement , y compris par le biais d'une sensibilisation et d'un dialogue politique critique avec nos gouvernements concernant leur soutien à un tel traité.

Nous nous engageons à convoquer un groupe ad hoc pour planifier cette campagne , y compris l'élaboration de documents d'information appropriés et support pour le plaidoyer au niveau national.

Traité de l'OMS sur le financement et la coordination de la recherche-développement sur les médicaments, produits de diagnostic et dispositifs

Nous notons l'échec du modèle de recherche et développement (R & D) basé sur le monopole de la propriété intellectuelle et axé sur le profit pour les médicaments, les diagnostics et les dispositifs. Nous notons les discussions en cours au sein des Nations Unies et de l'Assemblée mondiale de la Santé concernant la dissociation du financement de la RD des profits de monopole et de l'adoption d'un traité contraignant pour assurer le financement et la coordination nécessaires de la recherche-développement appuyée par le public dans ce domaine.

Nous nous engageons à faire campagne en faveur de ce traité, y compris par la sensibilisation et le dialogue politique avec nos gouvernements concernant leur soutien à un tel traité.

Nous nous engageons à convoquer un groupe ad hoc pour planifier cette campagne, notamment en élaborant des supports d'information appropriés.

Évaluation de l'impact sur la santé et des droits de l'homme des accords commerciaux

L'évaluation d'impact sur la santé (EIS) et l'évaluation des droits de l'homme (HRA) des accords commerciaux sont apparues comme des outils potentiellement puissants pour la mobilisation et le plaidoyer concernant les implications des accords commerciaux pour la santé. et veiller à ce que les accords dommageables ne soient pas adoptés .

Nous nous engageons à convoquer un groupe ad hoc chargé d'élaborer une approche de la HIA et de la HRA intégrant les considérations techniques nécessaires et soutenant la mobilisation populaire autour des risques pour la santé des accords de commerce et d'investissement.

Renforcement des capacités autour du commerce et de la santé

Nous reconnaissons la nécessité de développer notre propre compréhension des implications pour la santé des accords commerciaux et d'investissement et des stratégies pratiques et des compétences nécessaires pour s'engager dans le militantisme pour le commerce et la santé.

Nous nous engageons à:

- l'organisation d'un programme de séminaires en ligne et des fiches d'information autour de thèmes clés tels que la politique des médicaments, les ADPIC et l'accès, le commerce alimentaire, les accords commerciaux et les systèmes Health de y, ISDS et de la santé;
- organiser d'autres IPHU autour du commerce et de la santé , y compris l'accès aux médicaments;
- développer un portail Web donnant accès à divers rapports et documents traitant de différents aspects et à différents niveaux de détail;
- collecte, élaboration et diffusion d'histoires et d'activisme dans le domaine du commerce et de la santé (Uruguay, Croatie, ACTA, FTAA, MIA, etc.).

Nous nous engageons à convoquer un groupe ad hoc chargé de mener ces initiatives à la mise en œuvre.

Mise en réseau (écouter à travers la différence , collaborer, construire la solidarité)

Nous reconnaissons qu'il existe de nombreux réseaux progressistes dans de nombreux pays qui s'organisent autour d'accords de commerce et d'investissement, y compris des réseaux dotés d'une expertise particulière dans ces domaines. Celles-ci incluent des organisations syndicales, alimentaires, environnementales et féminines et bien d'autres.

Nous nous engageons à établir des liens avec ces réseaux, à renforcer la solidarité et à explorer la collaboration.

S'organiser

Nous utiliserons la liste électronique du commerce et de la santé du MPS comme plate-forme pour faire progresser ces initiatives et inviterons d' autres activistes du MPS engagés à travailler sur le commerce et la santé à rejoindre le programme. Ecrivez à tradeandhealth@phmovement.org pour vous [inscrire](#) à la liste de [diffusion](#) .

Date d'enregistrement: 19/11/2018 15:26:00